

Poser les jalons de la cogestion de l'aquifère de montagne israélo-palestinien



1998-09-11

John Eberlee

[Légende : L'aquifère de montagne traverse en grande partie Israël et la Palestine, en passant par les monts de Judée, à Jérusalem.]

Alors que le processus de paix israélo-palestinien a stagné pendant de nombreuses années, des scientifiques des deux côtés ont continué à collaborer et à faire des progrès remarquables sur l'un des principaux points de discorde : la gestion des sources d'eau communes.

L'aquifère de montagne est une des plus importantes sources d'eau douce en Israël et en Palestine, une ressource bien protégée qui fournit aux Israéliens environ 50 % de leur eau potable. La géologie de cet aquifère composé surtout de calcaire est complexe : l'eau s'y écoule dans plusieurs directions et plutôt rapidement pour ce genre de formation. Toutefois, dans la plus grande partie de l'aquifère, l'eau coule d'est en ouest si bien que les sources se trouvent en Palestine et les points d'eau, en Israël. Quatre-vingt-dix pour cent des bassins d'alimentation se trouvent du côté palestinien et de 60 à 70 % des réserves, du côté israélien de la frontière d'avant 1967.

Un problème politique

Il en résulte un problème politique semblable à celui qu'on aurait si une nappe aquifère passait sous la frontière entre le Québec et l'Ontario, dit [David Brooks](#), directeur de recherche au Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et coauteur de l'ouvrage intitulé [Watershed: The role of fresh water in the Israeli-Palestinian conflict](#). Brooks affirme encore : En Israël et en Palestine, la situation est pire en raison d'une histoire que l'on ne connaît que trop bien, mais qu'est venu compliquer l'isolement des chercheurs dans les années suivant 1967.

Selon Brooks, les Israéliens qui vivent à l'intérieur des frontières de 1967 consomment, à des fins domestiques, presque trois fois plus d'eau par personne que les Palestiniens. (Ceux qui vivent à l'extérieur des frontières de 1967 en consomment environ cinq fois plus.) Le partage de l'eau est encore plus inéquitable puisque, en Israël, près de 50 % des terres sont irriguées alors qu'en Cisjordanie moins de 10 % des agriculteurs ont recours à l'irrigation. *Mais la véritable question n'est pas de savoir si les Palestiniens peuvent accroître leur approvisionnement en eau, poursuit Brooks. Les Israéliens leur donneront progressivement accès à une plus grande quantité d'eau. C'est la gestion conjointe de l'eau et surtout de l'aquifère de montagne qui est cependant en jeu.*

Conférence sur l'eau

En décembre 1992, presque un an avant l'accord de paix d'Oslo, la Première Conférence internationale d'universitaires israéliens et palestiniens sur l'eau avait lieu à Zurich. *Elle a été organisée par une équipe d'Israéliens et de Palestiniens qui ne manquaient pas de courage et coordonnée par une ONG israélo-palestinienne*, affirme Brooks, qui participait à la conférence à titre de conférencier d'honneur. À l'issue de la conférence, des Israéliens et des Palestiniens de différentes spécialités (droit, économie politique et hydrologie, notamment) ont proposé de procéder à l'étude des possibilités de cogestion de l'aquifère de montagne. Le CRDI et la Fondation Charles R. Bronfman (CRB) ont accepté de financer le projet.

Au début, poursuit Brooks, *nous avons abordé la recherche très précautionneusement, mais une fois le processus de paix amorcé, il nous a acquis une certaine légitimité, déclare-t-il. Les travaux ont été perçus comme des travaux universitaires ou trilatéraux qui complétaient les volets bilatéraux et multilatéraux, plus officiels, politiques et techniques.* Certains des intervenants qui ont pris part aux négociations diplomatiques, notamment du côté palestinien, ont fait office d'analystes pour cette étude.

Les principaux collaborateurs

Les principales institutions représentées au sein de l'équipe du projet sont l'Institut Truman de l'[université hébraïque de Jérusalem](#) et le Palestine Consultancy Group, outre des représentants de l'[université nationale An-Najah](#). *Presque tous les plus grands experts israéliens et palestiniens en hydrologie et en gestion des eaux ont participé au projet d'une façon ou d'une autre depuis 1993*, déclare Brooks. *Les chercheurs ont aussi été guidés par un grand nombre de spécialistes internationaux de la gestion des eaux et du droit international.*

Presque dès le début, l'équipe israélo-palestinienne a rejeté deux modes de gestion possibles : la division des activités de gestion entre les deux parties, jugée *physiquement impossible* et la prédominance d'une des deux parties, considérée *inacceptable sur le plan politique et de l'éthique*. Restait la cogestion. Au cours des ateliers, l'équipe a examiné ce que la gestion conjointe comportait et comment elle pouvait être menée à bien.

De véritables pionniers

La véritable gestion conjointe d'aquifères est rare; les deux parties en cause ont fait oeuvre de pionnier, souligne Brooks. *Par le passé, divers arrangements ont été pris [entre pays voisins] pour la gestion des eaux, mais aucun ne prévoyait la gestion conjointe.*

Jusqu'à présent, l'équipe a déterminé les tâches qui sont essentielles à la cogestion et l'ordre dans lequel elles devaient être accomplies. En d'autres termes, *ce qu'il faut faire en premier lieu, ce qu'il faut faire ensemble, ce qui peut être divisé et ce qui peut attendre. Voilà pour l'aspect socio-politico-institutionnel*, dit-il. Les chercheurs ont aussi mis au point une procédure pour la gestion de la qualité. Dans leur tout dernier rapport, ils étudient comment faire face aux terribles sécheresses causées par des années de trop faibles précipitations, conjuguées à des questions aussi délicates que les droits d'usage de l'eau. Les travaux explorent présentement la possibilité de développer des scénarii en temps réel démontrant les possibilités de collaboration sous des conditions politiques, économiques et climatiques variables.

Un sérieux antagonisme

Les chercheurs en sont arrivés à la conclusion que *les questions les plus litigieuses sont sectorielles, et non nationales. Si les agriculteurs israéliens souffrent, les agriculteurs palestiniens souffriront aussi*, explique Brooks. *L'antagonisme que les deux côtés devront résoudre tient beaucoup plus à la quantité d'eau dont devraient disposer différents secteurs qu'à la quantité à laquelle les Israéliens ou les Palestiniens devraient avoir accès.*

Leur compétence ayant acquis aux chercheurs une solide réputation et une grande influence, leurs recommandations sur la cogestion *iront tout droit chez le premier ministre*. Bien que le plan proposé puisse être rejeté parce qu'il n'est pas présenté à un moment politiquement opportun, *il ne sera pas oublié. En fait, la reprise anticipée des pourparlers de paix suite aux récentes élections en Israël, risque de faire en sorte que leur rapport soit plus largement diffusé et retienne l'attention.*

John Eberlee est rédacteur pour le magazine Explore.

(Photo : Debby Mir)

Renseignements :

David Brooks, Directeur de recherche, Direction générale des programmes, CRDI, 250, rue Albert, BP 8500, Ontario (Canada) K1G 3H9; tél. : (613) 236-6163, poste 2333; téléc. : (613) 567-7748; courriel : dbrooks@idrc.ca

Des liens à explorer...

Encadré : [Modèles de gestion de l'aquifère de montagne](#).

[La gestion de l'eau au Népal](#), par Lionel Lumb.

[La politique de l'eau à Manille](#), par Estrella Maniquis.

[Pour lutter contre la désertification : Le captage de l'eau en Jordanie](#), par Leila Deeb.

[Pour qui coulent ces eaux ? L'hydraulicité israélo-palestinienne](#), par David Brooks.

[Vers la durabilité des sources d'approvisionnement en eau](#), par John Eberlee.

[Management of Water Demand in Africa and the Middle East: Current Practices and Future Needs](#) (résumé).

[Water Management in Africa and the Middle East: Challenges and Opportunities](#) (en anglais).

[Watershed: The Role of Fresh Water in the Israeli-Palestinian Conflict](#) (en anglais).